



Haiti / changement climatique : Perceptions en zones vulnérables

Dossier de Presse de Panos Caraïbes

No 17, mars 2008

Cette série de dossiers de presse fournit des informations sur des thèmes de développement durable dans la région. Les dossiers sont distribués comme un service gratuit aux médias et aux organisations de la société civile en anglais, créole, espagnol et français. Le contenu peut être reproduit par tout média ou institution, à condition qu'ils en mentionnent les références et fassent parvenir des copies à Panos.

N.B : Les témoignages ont été recueillis entre janvier et février 2008. L'étang de Miragône n'atteignait pas ce niveau et rien ne présageait que Haïti allait subir les assauts des intempéries mortelles de l'été. Quatre cyclones : Gustave, Fay, Hanna et Ike ont frappé Haïti entre juillet et septembre 2008.

Notre mission

Renforcer la voix des pauvres et des groupes marginalisés à travers les médias et s'assurer de leur participation dans les débats et politiques publics, afin de permettre aux communautés et aux pays des Caraïbes d'articuler et de communiquer leur propre agenda de développement.

Notre croyance dans les GENS : Les gens ont un droit à l'information qui leur permet de se décider eux-mêmes, en toute circonstance, sur tout sujet, quelque soit leur culture et leur croyance propre.

Notre croyance dans l'INFORMATION : L'information est cœur du développement. Les gens doivent avoir accès à une information compréhensible, pertinente et impartiale afin de prendre des actions appropriées.

Notre croyance dans le DEBAT PUBLIC : Panos prône un débat public inclusif. Informer est un élément essentiel des sociétés démocratiques.

Par conséquent, PANOS CARAÏBES s'est engagé à l'excellence dans tout ce qu'il entreprend, et fait de son mieux pour s'adhérer à un niveau d'intégrité, d'exactitude et d'autorité très élevé dans ses produits de communication et ses activités. Panos favorise activement la réconciliation, la discussion, la collaboration et la compréhension mutuelle entre les pays et les peuples de la Caraïbe.

Panos est entièrement indépendant de tout groupement politique ou religieux et de ses sources de financement.

Panos Caraïbes – Bureau Central

51, Route du Canapé Vert
B.P. 1595
HT-6110 Port-au-Prince, HAITI
Tel : (509) 511-1460 / 213-6864 / 942-0321
Email : Haiti@panoscaribbean.org

Panos Caribbean –Bureau de Washington

Webster House
1718 “P” Street, NW, Suite T-6
Washington, DC 20036, USA
Tel: (1-202) 429-0730/1
Email: Washington@panoscaribbean.org

Panos Caribbean – Bureau de la Jamaïque

9 Westminster Road
Kingston 10, JAMAICA
Tel: (1-876) 920-0070/1
Fax: (1-876) 920-0072
Email: Jamaica@panoscaribbean.org

REMERCIEMENTS

Panos Caraïbes tient à remercier Marie Frantz Joachin, Jean Claude Louis, Cossy Roosevelt, Ronald Saint Vil qui ont aidé dans la collecte et l'élaboration du dossier et Lucienna Exil du Ministère de l'Environnement pour la révision. Nos remerciements s'étendent également aux participants qui ont pris part aux discussions de groupes. La publication a été rendue possible avec le support financier de l'Agence de Développement International de la Suède (SIDA).

Haïti / changement climatique : Perceptions en zones vulnérables

Résumé

La question du changement climatique se trouve au centre des préoccupations mondiales de par non seulement son actualité mais aussi les incertitudes qui l'entourent et l'ampleur de la diversité des conséquences possibles pour l'humanité. Il représente un des défis environnementaux les plus importants et les plus complexes auquel doit faire face l'humanité au cours de ce 21^{ème} siècle. Dû à une augmentation dans la première couche de l'atmosphère, la troposphère, des gaz à effet de serre, le phénomène ne devrait, selon les spécialistes, épargner aucune région de la planète. L'accumulation de ces gaz en basse altitude conduit à une exacerbation de l'effet de serre, qui entraîne un réchauffement de l'atmosphère.

D'après les experts, l'élévation des températures provoquera davantage des phénomènes extrêmes en intensité et en fréquence.

L'intensification et la fréquence des précipitations, des inondations, des sécheresses dans certaines zones et l'aggravation du phénomène "el niño" qui affecte, ces dernières années, la côte Est du Pacifique, ne seraient qu'un début des effets potentiels. Bien que le phénomène d'effet de serre soit contesté par plus d'un (les scientifiques ne soient pas tous d'accord sur la gravité des méfaits du réchauffement climatique), on ne peut nier les déséquilibres climatiques enregistrés ces dernières années : des étés trop chauds et des hivers trop froids dans certains pays. L'air, étant un bien public et indivisible, n'accepte pas de frontières atmosphériques. Donc, Haïti tout comme les autres pays de la planète, est sujet à connaître et à subir ces déséquilibres climatiques. Mais quel est l'état des connaissances des Haïtiens sur le changement climatique et ses conséquences possibles sur le fonctionnement des grands écosystèmes? C'est à cette interrogation que ce document tentera de donner une réponse.

Instiguée par Panos Caraïbe, cette étude entend investiguer les besoins de connaissance des différents acteurs de la société haïtienne en vue de renforcer la capacité du pays à adresser la problématique du changement climatique. Nous entendons inventorier les recherches existantes dans ce domaine, de déterminer l'implication des groupes vulnérables dans les recherches, leurs besoins ainsi que les contraintes pour utiliser de (façon optimale) l'information et le savoir de bonnes pratiques. Plus spécifiquement, cette étude doit comporter des renseignements sur les initiatives en cours et susciter la planification pour conduire des recherches sur le changement climatique notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'eau.

Six (6) zones ont été choisies pour la réalisation de cette étude en raison de leur vulnérabilité par rapport à leur position géographique, aux types de construction et des dégâts dont elles ont

La population haïtienne est réellement sous-informée au sujet de la problématique du changement climatique et de ses impacts.

été souvent l'objet au cours des vingt dernières années. Il s'agit de Carrefour/Gressier/Mariani et Philippeau (périphérie est de Port-au-Prince) (Ouest), Gonaïves (Artibonite), Marigot et Thiotte (Sud-est), et Miragoane (Nippes). Naturellement, il s'agit en outre d'un échantillon sélectionné pour la commodité de cette étude compte tenu du fait qu'il existe bon nombre de villes à risques notamment Fond Verrettes qui a connu une catastrophe de la dimension de celle des Gonaïves, et Petite Rivière de Nippes qui en août 2007 a connu une augmentation du niveau de la mer qui a occasionné une inondation de la ville jamais connue depuis 20 ans.

Cette étude comporte trois parties, dont une première qui fait une présentation d'Haïti en prenant en compte les écosystèmes dominants, sa population et l'économie dominante. La deuxième partie dresse un profil des zones sélectionnées avec les mêmes paramètres précédents et la troisième partie présente les résultats des « focus group » en mettant l'emphase sur la compréhension des participants du changement climatique, ses impacts et leurs recommandations.

Cette étude révèle que la population haïtienne est réellement sous-informée au sujet de la problématique du changement climatique et de ses impacts. De plus, elle a de la misère à expliquer de manière précise les bouleversements climatiques qu'elle observe. Les témoignages sont présentés de façon apocalyptique ou mystérieuse, ce qui diminue la capacité de la population à contrecarrer les méfaits de ce phénomène. Toutefois, consciente de cet état de fait, les participants et participantes au focus group ont formulé les recommandations suivantes :

1. Définir un plan global visant à réduire les risques de vulnérabilité de la population par rapport aux catastrophes naturelles ;
2. Définir un plan d'urbanisme et une politique d'aménagement du territoire en vue d'une exploitation plus rationnelle du territoire et s'assurer de sa mise en œuvre.
3. Etablir une unité de coordination multisectorielle impliquant tant les entités de l'Etat que les organisations de la société civile au niveau du pays et dans chaque commune qui se chargera de la mise en œuvre du plan, de son suivi et de son réajustement périodiquement ;
4. Intervenir en amont en réhabilitant les mornes et bassins versants et en aval en curant les ravines et exécuter des travaux de drainage au début de la saison pluvieuse.
5. Elaborer une politique cohérente de protection de l'environnement
6. Impliquer les élus locaux dans la lutte pour la protection de l'environnement
7. Encadrer les paysans en mettant à leur disposition des outils et moyens nécessaires devant leur permettre d'augmenter la production agricole dans les différentes régions, ce qui peut contribuer à l'amélioration de leur situation économique et de freiner la coupe des arbres au niveau des bassins versants notamment.
8. Insister davantage sur la formation, la sensibilisation de la population et la vulgarisation de l'information sur la problématique du changement climatique notamment dans tous les postes de

- rassemblement (école, église, match de foot-ball, réunions communautaires, spectacles, marché public, *gaguère*, etc...) en vue de la protéger de ses impacts à tous les niveaux.
9. Lancer des campagnes de sensibilisation spécifique sur différents sujets liés au reboisement et à l'inondation notamment sur la pratique d'élevage libre et le déversement de déchets dans les ravines et les canaux
 10. Prendre des initiatives visant à changer le comportement de la population eu égard à la gestion de l'eau et la protection de la ressource contre la contamination en mettant l'emphase sur les eaux souterraines en raison de la fragilité de cette ressource
 11. Doter toutes les communes d'un plan de contingences leur permettant d'apporter des réponses rapides en cas d'urgence ;
 12. Créer une synergie entre les différents opérateurs qui interviennent dans une région donnée en cas d'urgence.
 13. Revisiter les types d'habitat notamment aux Gonaïves et à Seguin dans le Sud Est et s'assurer de son homogénéité en vue de réduire les dangers ou menaces écologiques liés à la mauvaise utilisation des espaces.

Plus spécifiquement pour Miragôane, les participants recommandent de :

Effectuer une étude approfondie sur la montée de l'Etang de Miragôane et d'être plus présentes dans le département des Nippes.

Développer un mécanisme permettant d'exploiter au maximum les eaux pour l'irrigation des terres ravagées par la sécheresse, ce qui peut diminuer le niveau de l'étang.

Encadrer les pêcheurs en mettant à leur disposition des équipements modernes qui leur permettent d'exploiter au maximum l'étang (lors du focus group, des pêcheurs ont affirmé que les poissons de plus de 10 cm de long s'éloignent de plus en plus des zones peu profondes de l'étang).

Valoriser l'Etang de Miragôane qui représente l'un des patrimoines de l'industrie touristique du pays.

Dépêcher une mission du Ministère des TPTC pour évaluer le pont jeté sur l'Etang de Miragôane dont les eaux menacent d'inonder complètement la route qui relie les Nippes aux autres départements.

I.- Présentation d'Haïti

Haïti est bornée au Nord par l'Océan Atlantique, au Sud par la mer des Antilles, à l'Ouest par le golfe de la Gonâve et à l'est par la République Dominicaine. Pays tropical situé dans les Caraïbes, entre les 18° et 20° de latitude Nord, il bénéficie de l'énergie radiante du soleil à un niveau relativement élevé durant toute l'année et dispose d'un rayonnement global de 500 cal/cm² / jour avec des pointes extrêmes variant de 325 à 571 cal/m²/jour. Le climat est caractérisé généralement par deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches, exception faite de certaines régions du Plateau Central qui présentent annuellement une seule saison pluvieuse et une seule saison sèche. Cependant le relief confère au pays un ensemble de microclimats.

La température et la pluviométrie varient aussi considérablement selon que l'on soit au niveau de la mer ou en altitude. En effet la moyenne annuelle de température oscille entre 35° C et 9° C alors que la pluviométrie fluctue dans une fourchette relativement très large allant de 4 000 mm dans les hauteurs de Macaya à 500 mm dans la plaine des Gonaïves.

Alors que la superficie est de 27 500 km², 52% du territoire est constitué de sols à pente supérieure à 40%. Avec cette configuration du relief, la déforestation et les techniques de culture sans structures antiérosives entraînent le départ accéléré de la couche arable.

La population est estimée à 8 millions d'habitants selon le recensement de 2003 avec une forte centralisation à l'aire métropolitaine de Port-au-Prince la capitale qui détient à elle seule 56% de la population urbaine qui a doublé depuis 1971 et plus que triplé depuis 1950. Le poids de la population rurale a diminué systématiquement passant de 87,8 % en 1950 (carte de pauvreté version 2004) à 59,58% en 2003. Ce flux de la population vers le milieu urbain s'explique principalement par l'augmentation de la paupérisation du milieu rural et a conduit à l'accroissement du phénomène de bidonvilisation. Moins de 40% des habitants de Port-au-Prince ont accès à l'eau courante, et ce ratio est vraisemblablement similaire dans les villes secondaires. L'eau est contaminée par des micro-organismes infectieux, ce qui contribue à plus de la moitié des décès parmi les enfants ainsi qu'à la malnutrition chronique.

Concernant les logements des quartiers, ils sont généralement insalubres et surpeuplés. La majorité des familles, souvent composées de 6 personnes ou plus et disposant des quelques rares biens, vivent dans des logements d'une seule pièce. L'occupation spontanée se pratique couramment et la faiblesse des institutions publiques ainsi que l'absence de cadastre font qu'il est très difficile d'aider les propriétaires légitimes ou de protéger les propriétés publiques. Il faut aussi souligner qu'en milieu urbain, les liens qui cimentent le capital humain semblent moins forts de plus en plus car la population est davantage passagère.

L'économie d'Haïti repose principalement sur une agriculture de subsistance pratiquée sur des sols à forte pente et très dépendante des aléas climatiques. La croissance démographique a conduit à une exploitation abusive des ressources naturelles. Le revenu per capita est estimé à deux cent cinquante dollars américains (US \$ 250). La pauvreté touche une forte proportion de la population et la tendance est croissante.

Il faut noter par ailleurs que l'insularité du pays se présente aussi comme un facteur naturel de richesse. Doté d'une longueur de côte de 1771 km, le pays s'étend sur une mer ouverte de 40 000 km². Toutefois sa localisation géographique le place sur la trajectoire des ouragans, tempêtes et cyclones tropicaux. Situé, en effet, au centre des grandes Antilles, entre deux continents, au milieu des trois Amériques et dans le passage des courants équatoriaux du Nord et du Sud, le pays est exposé à ces courants marins qui influencent le transport des éléments nutritifs, le mouvement des poissons migrateurs, la distribution de la flore et de la faune marines. Les raz de marée et les tsunamis figurent parmi les menaces naturelles les plus redoutables pour les écosystèmes côtiers et marins. Lorsqu'ils sont associés aux cyclones et ouragans tropicaux, les raz de marée et les tsunamis peuvent causer des dégâts importants dans leur aire d'influence.

II.- Etudes de cas

Carrefour/Gressier/Mariani

Mariani se situe entre les Communes de Gressier et de Carrefour, à la périphérie sud de Port-au-Prince dans le département de l'Ouest. Il présente une double facette à savoir la mer et la montagne. Il est traversé par la route nationale N02 qui relie Port-au-Prince à 4 départements sur 10 (Sud, Sud-est, Grand-Anse, Nippes).

Les habitants de ce quartier se répartissent entre la 11^{ème} section communale de la Rivière Froide (Carrefour) et la 1^{ère} section du Morne à Bateau (Gressier). Le quartier dépend donc des deux communes, même si ses habitants, dans leur pratique de tous les jours et pour la résolution de conflits, sont plutôt tournés vers la Commune de Carrefour ou même vers celle de Port-au-Prince. Normalement, ce quartier devrait pouvoir bénéficier de toutes les ressources et potentialités des deux communes desquelles, il dépend. En effet, Carrefour, de même que Gressier, compte des dizaines de sources, des rivières et des lagons. Les puits ordinaires sont très utilisés, presque chaque ménage dans la commune de Gressier en détient un. Pourtant, il n'existe pas de système d'adduction d'eau potable, ni de fontaine publique, de réservoir, ni de château d'eau. Comme tous les quartiers peuplés qui se sont développés au cours des 10 à 15 dernières années, Mariani présente toutes les caractéristiques d'insalubrité (manque de latrines, toilettes, drainage, ramassage d'ordures, pas d'adduction d'eau potable) et d'anarchie.

Jadis boisé, Mariani voit sa couverture végétale progressivement substituée par des maisons. Les constructions se font de manière anarchique et ceci tant le long du littoral qu'en flanc de montagne et dans le lit de la rivière traversant ce quartier. Le lotissement est non régulier et les corridors sont étroits. Seuls les plus compréhensifs acceptent de perdre quelques mètres de terrain pour laisser un passage où il est possible de circuler à pied sans se coincer. La sécurité des constructions, le zonage, les risques de glissements de terrain et d'effondrements constituent les principaux facteurs de vulnérabilité ce quartier.

Il faut aussi souligner que Mariani, se trouvant à l'ouest du Morne de l'Hôpital, est menacée à des degrés divers par les ravins qui drainent la partie occidentale du versant nord du Morne de l'Hôpital. Ces problèmes s'aggravent d'année en année du fait de la dégradation de l'environnement de cette montagne, sous la pression conjuguée du déboisement, des cultures sarclées, des constructions improvisées, tantôt luxueuses tantôt sauvages, de l'exploitation hors normes des carrières de sable et de roches... bref, un ensemble de problèmes découlant de l'absence de planification et de gouvernance.

De par sa position limitrophe avec Carrefour et Gressier, Mariani bénéficie des activités économiques de ces deux communes. En plus de l'agriculture, les habitants de Carrefour et de Gressier font du commerce leurs principales activités économiques. Si certains gressiérois s'adonnent à la culture des produits vivriers

et de la canne à sucre, la plupart se lancent dans des activités commerciales. Cette situation explique le nombre d'établissements commerciaux existant dans les deux communes. Alors que Carrefour dispose de 1 019 boutiques de toutes tailles, 329 dépôts de provisions alimentaires, de boissons gazeuses et de friperie (pèpè), Gressier en dispose de 20 petites boutiques, 18 magasins de matériaux de construction, 17 centres de provisions alimentaires et 11 boutiques. Il faut ajouter à cela les petits métiers tels : ferrailleurs, ferblantiers, maçons, sans oublier les femmes qui s'adonnent au petit commerce dans les rues et certaines autres qui travaillent comme femmes de ménage, etc. Concrètement, les habitants de Mariani s'adonnent à des activités diverses. Ils se débrouillent; ils tirent aussi leur revenu de l'affermage de pièces de maison. Il y a également beaucoup de chômeurs qui vivent au jour le jour, comptant parfois sur la solidarité d'un parent, d'un ami, d'un voisin, etc.

Gonaïves

Gonaïves est le chef lieu du département de l'Artibonite; la ville des Gonaïves est située à quelque 150 km de Port-au-Prince, dans une cuvette au-dessus du niveau de la mer et entourée de montagnes. Elle est à environ 5 mètres d'altitude, suivant une latitude de 19 : 27 N, et une longitude de 72 : 41 O. Trois (3) rivières traversent et arrosent la commune des Gonaïves. Les deux plus connues sont la Quinte et la rivière de Bayonnais. La commune des Gonaïves dispose de vingt six (26) sources et de sept (7) lagons. C'est la quatrième ville d'Haïti. Elle comprend cinq (5) sections communales : Pont Tamarin, Bayonnais, Poteaux, Bassin et Labranle. La zone de Haut-Bayonnais est la plus montagneuse, avec des pentes allant jusqu'à 40 % et les plus déboisées. La grande partie de ces terrains est composée de propriétés privées appartenant à des habitants de la zone alors que ce sont des terres à vocation arboricole.

La situation de dégradation environnementale dans le bassin versant de la Quinte est plus que perceptible. Le couvert végétal est très faible dans toutes les sections du bassin versant de la Quinte ; dans certaines zones telles que Labranle, on peut même parler de désertification. Il n'existe presque pas d'arbres le long des rivières alimentant le bassin versant. Plusieurs causes sont liées au problème de déboisement qui est grave dans le bassin versant de la Quinte. Mais les deux causes principales sont la coupe des arbres pour créer des espaces agricoles et produire du charbon et les cyclones tropicaux. Les sols sont érodés et ravinés de part et d'autre. Il faut mentionner que le manque de programme de reboisement dans la région rend la situation encore plus compliquée.

En 2005, la population de la commune de Gonaïves était estimée à 280 149 habitants. Près de 62,0% de cette population vivaient en milieu urbain. Pour une superficie de 574 km², la densité de la commune était évaluée à 488 habitants/km². Entre 1982-2003, période intercensitaire, le taux de croissance annuelle de la population de la commune de Gonaïves était de l'ordre de 5,6%.

Dans les sections rurales de la commune des Gonaïves et particulièrement dans le bassin versant de la

Quinte, l'activité principale des gonaïviens est en premier lieu l'agriculture puis l'élevage. Les cultures les plus fréquentes sont : le riz, les bananiers et les cultures maraîchères (l'oignon, l'aubergine, les carottes, les piments, les tomates). Alors que ces cultures sont effectuées en aval, le maïs, les haricots et les cultures vivrières comme le manioc et la patate sont pratiqués en amont. Cependant, le commerce et la saliculture (la production du sel) représentent les principales activités de la population gonaïvienne. Le sel a une très grande importance dans le commerce au niveau de la commune. L'élevage des bœufs, des cabris et des porcs représente la deuxième activité des habitants de Gonaïves.

En matière d'infrastructures portuaires, la commune des Gonaïves dispose de deux quais, soient le Port National et le port privé de la Société d'Exploitation et Développement Economique et Naturel pour le gisement de cuivre de Mémé Terre Neuve près des Gonaïves (SEDREN).

Marigot

Marigot est une commune du département du Sud-Est et de l'arrondissement de Jacmel. En 2005, la population de la commune de Marigot était estimée à 58 237 habitants pour une superficie de 187,1 km², ce qui représentait une densité de 311,0 habitants/km². La grande majorité de la population marigotienne (90,8%) résidait en milieu rural. Les sections communales 3^e Macary (13 952 habitants), 4^e Fond Jean Noël (12 816 habitants) et 1^e Corail Soult (11 812 habitants) représentent à elles seules 66,2% de la population totale de la commune. Pendant la période intercensitaire, 1982-2003, le taux moyen d'accroissement annuel de la population était de 1,7%.

Cette commune dispose de Soixante quatre (64) points d'eau dont quarante trois (43) sources, sept (7) rivières, cinq (5) étangs et trois (3) lagons. Ce qui ne l'empêche pas pourtant d'être classée dans le quintile faible quant à l'accès à l'eau courante dans le document « cadre de pauvreté d'Haïti, version 2004 »

Marigot présente des milieux écologiques variés : plaine côtière, collines, plateaux étagés, vallées et montagnes humides. Le substrat géologique est essentiellement constitué de calcaire tendre, marneux et détritique entre les plaines et les hauts massifs ce qui rend ces derniers très susceptibles aux éboulements et à l'érosion surtout lors des averses et activités tectoniques. Il est à noter la présence de failles tectoniques très denses dans la région, notamment dans la localité de Dieumoune.

Les fortes averses et les pluies abondantes qui accompagnent les cyclones engendrent des problèmes d'érosion et d'affouillement des ravins dans les zones montagneuses et des inondations dans les plaines. Ces aires sont aussi très exposées aux vents, tempêtes tropicales et cyclones. Les menaces naturelles prioritaires sont : cyclones et forts vents, inondations, éboulements et glissements de terrain.

Les facteurs de vulnérabilité sont : la dégradation de l'environnement, la construction de maisons aux abords des rivières et de la mer, ainsi que dans des zones où les éboulements sont fréquents. Des pluies de quelques heures suffisent pour entraîner l'inondation des plantations et des habitations par les rivières ou ravins en crues. Ces inondations ont des conséquences énormes car elles entraînent l'arrêt de toutes les activités économiques et sociales. Les portes des écoles restent fermées car les enfants ne peuvent pas traverser les rivières en crues et les aires inondées. Les stratégies adoptées par les populations pour faire face aux éboulements sont : le reboisement et la sensibilisation pour convaincre les gens vivant dans les zones à risques à se déplacer.

Les activités économiques de la commune reposent essentiellement sur la pêche, l'agriculture et l'élevage mis à part les cent quarante neuf (149) établissements commerciaux dont soixante neuf (69) grandes boutiques, vingt deux (22) magasins vendant des provisions alimentaires et dix sept (17) matériaux de construction.

Philippeau

Pétion-Ville est une commune de l'arrondissement de Port-au-Prince. Sa population était estimée en 2005 à 299 799 habitants avec une superficie de 165,49 km² et une densité de 1 812 habitants/km². Le relief dominant de cette commune « chic » de Port-au-Prince est le morne sur le piedmont duquel se trouve un ensemble d'agglomérations parmi lesquels Philippeau. Quartier relativement ancien situé sur de fortes pentes et à proximité d'un ravin, il connaît une expansion récente. Les habitants se sont installés en groupe. En quelques jours seulement ils ont construit des centaines de maisonnettes sur des terrains abrupts. La stratégie consistait à mettre l'Organisme de Sauvegarde et d'Aménagement du Morne l'Hôpital (OSAMH) devant le fait accompli.

Le déboisement et le défrichement de cette zone se sont intensifiés vers les années 1980 avec l'augmentation rapide et significative de la population. La dégradation des versants amonts combinée à l'instabilité des terrains et l'établissement de constructions anarchiques sans réseau de drainage font que ce quartier soit traversé par un ravin dont la force torrentielle s'amplifie considérablement de jour en jour.

Il faut noter que ces pratiques vont à l'encontre des prescrits du décret du 30 octobre 1986 qui interdit, sur toute l'étendue de la zone spéciale des 2 000 hectares du Morne, la culture sarclée et l'élevage et les constructions.

Les menaces naturelles prioritaires sont : Les fortes averses liées aux cyclones ; les crues torrentielles, les inondations et les glissements de terrain.

Les facteurs anthropiques qui font augmenter la vulnérabilité des populations sont : le déboisement, la mauvaise qualité de l'eau de boisson, le type et la localisation des constructions (sur les berges des rivières, ravins et dans leur lit, en dessous de carrières de sable en exploitation), l'absence de drainage et de latrines qui entraînent des risques de contamination et d'épidémie.

Les unités les plus vulnérables sont les maisonnettes localisées dans les ravins, dans les zones complètement déboisées, et là où le réseau de drainage est mal entretenu ou inexistant. Lors des cyclones, on enregistre des effondrements de maisonnettes, des fortes pluies occasionnant la mort de familles entières.

Bien entendu, outre les habitants de Philippeau, ces constructions anarchiques constituent une véritable épée de Damoclès suspendue sur la tête des habitants de Port-au-Prince. Car l'urbanisation effrénée du Morne l'Hôpital ainsi que l'exploitation incontrôlée des carrières de sable entraîne une incapacité du sol à absorber l'eau de pluie. Ainsi, la moindre averse provoque des avalanches dans l'aire métropolitaine et cause des dégâts importants et des pertes en vies humaines. Selon les études de vulnérabilité et d'adaptation aux conditions climatiques extrêmes en Haïti et dans les Caraïbes, publiée en 2003 par le ministère de l'environnement, une catastrophe prévisible viendra du comblement du lit au niveau de la localité de Tête de l'eau et dévalera la pente en passant par la zone de la place St. Pierre (haut de Pétiion-Ville) pour atteindre le rond point près du marché (au bas de la commune) et détruisant tout ou presque tout sur son passage.

Actuellement, du fait de la dégradation du bassin versant du Morne l'Hôpital, poursuit l'étude, la ravine Bois de Chêne, en plus des détritits, transporte de plus en plus de matériaux (roche, gravier et boue) en provenance des versants dégradés, des éboulements et glissements de terrains sur ses berges, de l'affouillement et de l'agrandissement de son lit en amont, et finalement des murs et maisons qu'elle détruit sur son passage. Ces matériaux ont tendance à faire monter le niveau du lit au niveau de certains quartiers du centre ville de Port-au-Prince. Un débordement partiel ou total de ses eaux en furie à ces endroits serait catastrophique.

Thiotte

Thiotte est l'une des quatre communes de l'arrondissement de Belle Anse. Elle est délimitée au Nord par la commune de Fonds Verrettes, à l'Est par la commune de Anse-à-Pitres, au Sud par la commune de Grand-Gosier et à l'Ouest par le morne la Selle. L'intervalle de température enregistrée dans cette zone varie de 23°C à 30°C avec une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 800 à 1000 mm. Selon les dernières données de l'IHSI, sa population actuelle est estimée à environ 23,500 habitants s'étendant sur une superficie de 122 Km². Elle est formée de deux écosystèmes marqués par des différences de température et d'altitude. Cette situation favorable fait de Thiotte une zone largement réputée pour sa capacité de production agricole.

Elle regorge de café, de légumes, de bananeraies, de citrus et d'autres cultures inhérentes aux zones de basse altitude. L'agriculture, le commerce et l'élevage constituent les principales sources de revenus de certaines familles et jouent un grand rôle dans l'économie de la zone. Cependant, pour répondre à ses multiples besoins, la population recourt également à la fabrication du charbon de bois, à la coupe abusive des bois de la forêt des Pins qui surplombe la zone créant un déséquilibre écologique et au petit commerce.

Contrairement aux grandes villes du pays, la commune de Thiotte est privée de voies de pénétration, d'électricité, de service de transport public. Les stations de radio et de télévision de la capitale ou de Jacmel n'y envoient pas leurs signaux. Ce n'est que récemment que l'une des compagnies de téléphonie mobile du pays réussit à rendre possible la communication avec les autres régions. Les grands sujets d'actualité nationale et internationale sont ignorés de la population. Donc, Thiotte, dans ces conditions, se révèle une zone inapte de contribuer à l'émancipation de ses fils et de ses filles.

Miragôane

La ville de Miragôane, devenue tout récemment chef lieu, suite à la décision prise par les autorités haïtiennes de déclarer les Nippes 10ème département géographique, est un point de jonction entre les départements de l'Ouest, Sud-Est, Sud et Grand Anse. Fondée au XIX è siècle par les anglais, Miragôane fut une ville très convoitée par des centaines de commerçants en raison de son port offrant d'importantes opportunités.

Outre son paysage de rêve, Miragôane fut surtout connue pour ce vaste lac qui porte d'ailleurs son nom : l'Étang de Miragôane.

Située à proximité de la ville de Miragôane, cette étendue d'eau douce a un pourtour d'environ 15 kilomètres pour une profondeur de 13 mètres et se déverse dans la mer à travers quelques fissures.

Dans le passé, l'Étang de Miragôane était considéré comme la principale source de revenu de nombreuses familles. Aujourd'hui, en raison de la dégradation de l'environnement et du déversement dans les eaux de certains résidus, les poissons s'éloignent de plus en plus des zones peu profondes. Or, les pêcheurs de Miragôane sont dépourvus de moyens adéquats pour aller au fond, capturent notamment des alvins ne mesurant plus de 10 cm.

Des organisations de la société civile du département des Nippes n'ont cessé d'attirer l'attention des autorités sur la montée de l'étang. Une visite sur le terrain a permis de constater le débordement des eaux qui ont inondé un « car wash » et un « gaguère ». Les trois moteurs alimentant le système d'irrigation de Deuxième Plaine ont dû être évacués et installés dans un autre abri un peu éloigné du premier site.

Pourtant, des lessiveuses continuent de fréquenter le site en évolution et s'installent sur le pont confondu désormais avec la chaussée rongée par l'étang dans un décor cynique d'un pylône électrique planté dans l'eau.

III.- Résultats des Focus group

La méthodologie

La méthodologie adoptée pour recueillir les informations est constituée d'entretiens individuels avec quelques acteurs clés de la population des Gonaïves, de Marigot, de Mariani et de Philippeau ainsi que 4 focus group qui ont regroupé dans leur totalité 78 personnes de toute sensibilité et de catégorie d'âge confondue. A travers ces entretiens, les participants et participantes sont amenés à faire part de leur compréhension de la population de la problématique du changement climatique, les impacts de ce changement de climat sur leurs activités économiques et leur mode de vie, les initiatives prises collectivement et individuellement pour contrecarrer les méfaits de ce phénomène ainsi que l'analyse des actions des décideurs au niveau national et régional.

La situation socio économique des habitants des différentes zones

L'absence quasi-totale de toute politique d'intégration sociale jointe au manque d'infrastructures de base en éducation, en santé et en loisir n'est pas sans conséquence sur le développement de l'enfance et de la jeunesse dans les différentes zones visitées. Le déplacement ou la migration des familles vers d'autres zones et vers la République Dominicaine dans le cas de Thiotte, la délinquance juvénile, la grossesse précoce et la mendicité sont quelques uns des maux résultant de cette situation et qui tend à transformer les zones en une vaste communauté de chômeurs, de travailleurs saisonniers, de commerçants informels, d'enseignants sans culture, etc...

Dans les six (6) zones visitées, la population en âge de travailler est au chômage, s'adonne le plus souvent à de petits métiers ou des activités informelles. Les hommes, qui affirment rarement trouver quelque chose à faire, sont, par exemple, des portefaix qui transportent du sable sur leur tête pour la construction ou des ferrailleurs et ferblantiers. «Je suis sculpteur, rien ne marche pour moi, je n'exerce plus ce métier», affirme un participant. Les maçons s'en sortent mieux. Ils font des *djob* individuellement ou travaillent sur les chantiers, etc.

Quant aux femmes, elles se retrouvent dans deux activités principales: certaines font un petit commerce et d'autres travaillent comme femmes de ménage.

Femmes ou Hommes, certains propriétaires tirent un petit revenu de l'affermage d'une ou de plusieurs pièces, les locataires étant généralement de mauvais payeurs, ce revenu n'est cependant pas garanti.

Il y a aussi beaucoup de chômeurs qui vivent au jour le jour, comptant parfois sur la solidarité d'un parent, d'un ami, d'un voisin, etc

Constats

Problématique du changement climatique

Gonaïves

Aux Gonaïves, la troisième ville du pays, 20 personnes exerçant les professions d'enseignants, de commerçants et d'animateurs sociaux ont participé au focus group. C'était l'occasion pour les participants et les participantes de discuter des problèmes environnementaux en général que connaît cette ville. Encore traumatisés par le drame résultant du passage du cyclone Jeanne, qui a coûté la vie à plus de 3 000 personnes, en septembre 2004, les informateurs ont fourni des explications sur les risques et menaces qu'encourent les habitants de cette ville.

La situation géographique des Gonaïves l'expose à toutes les intempéries, estiment-ils. Cette ville portuaire est le point d'aboutissement d'un bassin versant. De nombreux cours d'eau y convergent alors que le point le plus élevé de la ville se situe à deux mètres au-dessus de la mer. En plus, ils soulignent que la déforestation massive et incontrôlée, laissant totalement dénudées les montagnes qui dominent les Gonaïves, constitue un facteur aggravant. Ainsi, concluent-ils, la végétation ne retenant plus l'eau et la couche de terre arable emportée par les eaux, les pluies diluviennes survenues avec Jeanne ont occasionné des inondations sans précédent.

Autrement dit, la catastrophe enregistrée aux Gonaïves lors des inondations du 18 septembre 2004 est due à un concours de facteurs à savoir :

- La chute de pluie excessive couvrant plusieurs bassins versants à la fois,
- Le grossissement subséquent des eaux de la rivière La Quinte alimentée elle-même par ses nombreux affluents en crue également,
- Le détournement des eaux de la rivière de leur lit naturel (mineur et majeur), détournement dû à une brèche (ou plusieurs brèches) en direction de la ville,
- L'absence ou le mauvais état du réseau de drainage notamment les drains des ceintures de Biennac et de Bigot qui n'ont pas pu absorber les eaux vagabondes de la rivière en crue,
- Le non fonctionnement d'un système d'alerte rapide,
- Les caractéristiques du site inondé (égouts – urbanisation anarchique – clôtures – obstruction des canaux)
- Le faible niveau de préparation de la population (moyens économiques, types d'habitat, savoir-faire).

La situation géographique des Gonaïves l'expose à toutes les intempéries

De toutes les manières, de par sa position géographique, Gonaïves est une ville encline à l'inondation. Les habitants reconnaissent avoir connu plusieurs inondations mises à part celles racontées par les plus vieux

Gonaïviens. En juin 2004 déjà, quelques mois antérieurs à Jeanne, des pluies torrentielles avaient fait 1 220 morts.

L'un des participants évoque un phénomène observé en 1995/1996 qu'il associe à une manifestation du réchauffement planétaire. Il dit avoir été témoins de la montée du niveau de la mer. Les maisons se trouvant sur le littoral étaient endommagées, des pertes en vies humaines ont été enregistrées. Selon ce jeune qui fait partie d'une association œuvrant dans le domaine de l'environnement, il faut établir une différence entre cet événement, qui part de la mer, et le cyclone Jeanne ayant provoqué des inondations à partir des eaux dévalant des mornes surplombant la ville. A son avis, les dégâts causés par le cyclone Jeanne résultent de l'obstruction des canaux d'évacuation qui n'ont jamais été nettoyés depuis presque une vingtaine d'années.

Succinctement, ce jeune a partagé avec les autres participants sa compréhension du changement climatique : l'océan arctique perd environ 10% de sa couche de glace permanente tous les dix ans depuis 1980, ce qui est un résultat du réchauffement de la planète. Un autre participant au focus group, ajoute que la fonte de glace contribue à l'augmentation globale du niveau de la mer.

Il faut souligner que 90% des participants et participantes ont soutenu avoir pour la première fois entendu parler de changement climatique. Vraisemblablement, les efforts déployés par les dirigeants n'atteignent pas toutes les couches de la population. Une seule personne a confié avoir été mis au courant de la question de changement climatique à travers un spot produit par le ministère de l'environnement et diffusé à la radio.

Notons par ailleurs que les 10% qui sont informés le sont en raison de leur proximité avec la problématique dans la mesure où ce sont des jeunes faisant partie d'une association travaillant sur l'environnement. Toutefois, même sans être en mesure de donner une explication aux différents phénomènes climatiques, les participants ont témoigné des transformations observées dans la nature.

Un participant souligne avoir observé une perturbation dans les saisons en Haïti. « Il est vrai que nos saisons ne sont pas aussi marquées que dans les pays à climat tempéré, mais c'est pour la première fois que nous connaissons un cyclone (Noël) au mois de décembre. La saison des cyclones se termine généralement au mois de novembre en Haïti ».

90% des participants et participantes ont soutenu avoir pour la première fois entendu parler de changement climatique.

Une participante évoque pour sa part l'augmentation de la puissance du soleil. « Le soleil, devient de plus en plus chaud chaque année. Je ne peux plus continuer à aller vendre au marché sans me protéger contre ce soleil qui atteint mon cerveau. J'ai l'impression qu'il le cuit tant il est chaud ».

Concernant l'augmentation de l'intensité du soleil, un autre participant ajoute qu'« il fait plus chaud même la nuit. L'été dernier, nous n'avons pas réussi à dormir, non seulement en raison de la température caniculaire

mais aussi des moustiques qui étaient trois fois plus nombreuses que d'habitude. Certains soirs, je me demandais si je n'allais pas être fondu, tant je transpirais continuellement».

Un participant signale des problèmes de sécheresse. « La sécheresse est plus abrupte et plus persistante. Il est vrai que Gonaïves est réputé pour être une ville sèche, mais cette année, je crois que la situation s'est aggravée. L'été dernier, toute la ville était submergée de poussière. »

D'autres participants évoquent en revanche une baisse sensible de température. « J'ai du mal à préciser le niveau de la température, mais il fait particulièrement froid cette année. J'ai 27 ans, je n'ai jamais vécu une baisse de température pareille. Ces derniers jours, j'ai dû utiliser une couverture en laine pour dormir la nuit, ce que je n'ai jamais fait auparavant. »

Les témoignages rapportés ci-dessus montrent qu'en dépit de l'ignorance de la population Gonavienne du sujet en question, les phénomènes de El Niño, très présents au cours de ces dernières années ne leur est pas indifférente.

Marigot

Marigot, de même que Gonaïves, est une ville côtière surplombée de montagnes, ces dernières moins dénudées. Elle est située dans le département du Sud-est. Elle a été le théâtre de plusieurs inondations qui ont causé des pertes en vies humaines et animales et des dégâts inestimables même s'ils n'ont pas atteint la dimension de ceux causés par Jeanne aux Gonaïves. Si ces inondations étaient en grande mesure due à une importante pluie, aujourd'hui constate une jeune femme, une seule goutte de pluie suffit pour provoquer des inondations de la ville de Marigot et ceci arrive plus fréquemment qu'avant. Cette jeune femme suppose que ces fréquentes inondations pourraient être dues à une montée du niveau de la mer, phénomène qu'elle a observé depuis quelques trois ans.

J'ai du mal à préciser le niveau de la température, mais il fait particulièrement froid cette année. J'ai 27 ans, je n'ai jamais vécu une baisse de température pareille.

Un participant avance que les perrons des maisons de la ville, auparavant situés à un niveau élevé par rapport au sol, se trouvent actuellement au ras du sol en raison des alluvions qui font environ 15 cm de haut. L'eau de pluie, poursuit-il, ne se jette plus dans la mer, « ça entre chez les gens. Nous avons observé aussi une éruption de sources en divers points du littoral et sur d'autres propriétés habitables».

En plus des inondations, il faut mentionner les cas de glissements de terrain, qui sont, semble-t-il, relativement fréquents dans la zone de Marigot.

Un informateur explique que tous les dix ans, dans une localité dénommée « Dieumoune » à Marigot d'importants glissements de terrain sont enregistrés. « Le premier glissement de terrain que j'ai vécu date de juin 1986 et le deuxième du même mois en 1996 », précise un autre participant. « Ce que j'ai remarqué, c'est que ces glissements de terrain sont survenus toujours après des pluies diluviennes », ajoute-t-il.

Un autre décrit un phénomène apparemment étrange de « deux mornes qui se détachent et forment un trou

profond. Je ne suis pas en mesure de préciser de combien de mètres mais la pierre que j'ai lancée pour mesurer la profondeur n'a pas résonné ».

Dieumoune est peut-être la zone la plus réputée pour ces failles à Marigot, en raison de leur importance, mais il ne faut oublier Vala, une autre localité où l'on observe la fêlure d'une bonne partie des terres.

Une autre observation rapportée par les participants concerne Seguin, une localité réputée pour sa fraîcheur durant toute l'année. Un participant au focus group parle de températures extrêmes à Seguin : « j'ai une trentaine d'année. Pendant longtemps, quelque soit la saison de l'année à laquelle je me rendais à Seguin, je n'avais jamais chaud. C'est une zone où l'été n'existait pas, mais maintenant, il fait très chaud, alors qu'aux mois de janvier/février, les paysans connaissent un froid insupportable d'autant plus que les constructions ne sont pas adéquates ».

Si pour Gonaïves, le pourcentage des personnes informées ne dépassent pas 10%, pour Marigot, seule une femme explique avoir entendu une émission spéciale sur le phénomène du changement climatique sur les ondes d'une station locale qui relayait un média de Port-au-Prince. Ce témoignage traduit le niveau d'information détenu par les habitants de Marigot concernant le dérèglement climatique.

Nous avons jusqu'à présent fait état de la compréhension de la problématique du changement climatique par des populations d'un chef lieu d'un département (Gonaïves) et d'une commune (Marigot). Or, il est bien connu qu'en Haïti, les bidonvilles ceinturent les villes notamment la capitale. En quoi la compréhension des habitants des bidonvilles de la question de changement climatique diffère-t-elle des autres ? Mariani et Philipeau sont les deux quartiers qui servent d'étude de cas pour la réalisation de ce travail.

Mariani

L'agglomération de Mariani se trouve à cheval entre la Commune de Gressier et celle de Carrefour. La plupart des participants et participantes au focus group ne sont pas originaires du quartier. Ce sont en grande partie des immigrants natifs du Sud et du Sud-est du pays. Pourtant, dans la grande majorité des cas, ils habitent la zone depuis environ 15 ans au plus ou 4 ans au moins. Ils ont établi un parallèle entre le Mariani qu'ils ont connu lors de leur arrivée et celui de 2008. Ils expliquent que Mariani produisait du riz, des tubercules, de la banane et du millet. Ils pouvaient voir de chez eux des flamands roses qui survolaient

Pendant longtemps, quelque soit la saison de l'année à laquelle je me rendais à Seguin, je n'avais jamais chaud. C'est une zone où l'été n'existait pas, mais maintenant, il fait très chaud, alors qu'aux mois de janvier/février, les paysans connaissent un froid insupportable d'autant plus que les constructions ne sont pas adéquates.

l'océan. Ils entendaient à certain moment de la journée suivant les saisons, des chants d'oiseaux tels le rossignol, le pipirit et l'ortolan. A cette époque, témoigne un participant, « nous ne nous sentions pas dépaysés, puisque le paysage de Mariani était similaire à celui de notre zone natale. C'était intéressant pour nous, car tout en étant près de Port-au-Prince, nous avions l'impression d'être chez nous ». Un autre renchérit qu'il avait même maintenu ses activités économiques : « J'étais agriculteur, et en arrivant ici j'ai continué à cultiver la terre. Je vivais de mon jardin de banane et de petit mil ». Un autre témoigne être le premier à construire dans la zone, dans un paysage richement boisé. « Quand j'ai construit cette maison en 1992, je n'avais que des arbres pour voisins », a-t-il dit, soulignant que la végétation était très touffue le long de la rivière.

La détérioration de la zone s'est faite progressivement. Cependant, constatent les habitants de la zone, elle s'est accélérée à partir de l'an 2000 avec des constructions anarchiques qui remplacent la végétation.

Un participant témoigne : « depuis que nous vivons à Mariani, la saison des pluies a toujours constitué une menace pour nous. Mais actuellement, nous nous sentons encore plus vulnérables. Lors du passage du cyclone Noel en décembre 2007, les deux routes en terre battue qui mènent chez moi étaient coupées. Il y avait de grandes tranchées qui empêchaient aux habitants de la zone de rentrer chez eux. Une situation qui a duré une bonne semaine. C'était la première fois depuis 15 ans, que j'avais constaté un tel dégât, alors que Georges et Gordon étaient plus puissants.

Alors qu'autrefois ils pouvaient aller se baigner tout près de chez eux à la mer, maintenant il faut marcher des kilomètres avant de trouver un endroit propre pour se baigner. « Les alluvions salissent la mer », déclare un participant

Un autre évoque l'importance des éboulements survenus également lors du passage de Noel. « J'ai assisté avec beaucoup de consternation à la destruction d'une partie d'une maison située en flanc de montagne »

Les habitants de Mariani se disent par ailleurs très préoccupés quand s'annonce la pluie. C'est la raison pour laquelle ils s'empressent toujours de rentrer tôt quand le temps est nuageux. Souvent, disent-ils, ils sont victimes des chauffeurs de tap- tap, qui voulant profiter de la situation, triplent le prix du trajet.

Philippeau

Philippeau est situé sur les piémonts du Morne l'Hôpital, proche de Petion-Ville, considérée comme « la ville bourgeoise d'Haïti ». Quartier relativement ancien, accroché à de fortes pentes et établi à proximité d'un ravin, il connaît une expansion récente.

Les participants retracent grosso modo l'historique de ce quartier qui jusqu'à 1990, avait une couverture végétale acceptable et était protégée par l'Organisme de Sauvegarde et d'Aménagement du Morne l'Hopital (OSAMH). A partir de 1991, marqué par un coup d'État

militaire, les gens de Cité Soleil et de Bel Air, quartiers populaires de Port-au-Prince, fuyant la répression militaire, se sont accaparés des propriétés. Ils se sont installés en groupe, précise un participant, et en

J'ai assisté en 1996, à la disparition d'une famille entière, enterrée sous la boue, lors d'un éboulement, suite à une forte pluie.

quelques jours seulement ils ont construit des centaines de maisonnettes dans les mornes. La stratégie étant de mettre l'OSAMH devant le fait accompli. Le béton se substitue aux arbres et en 2000, une exploitation de la mine de sable a été observée. Résultat : Les dégâts des eaux deviennent plus importants ainsi que les risques d'éboulement.

« J'ai assisté en 1996, à la disparition d'une famille entière, enterrée sous la boue, lors d'un éboulement, suite à une forte pluie », témoigne un participant. Au cours de l'année 2000, un cas similaire s'est produit, rapporte un autre participant. « Lors d'un glissement de terrain, la terre a englouti une famille », raconte-t-il.

L'environnement s'est totalement dégradé. Tous les arbres ont été sauvagement abattus, surtout au cours des trente dernières années.

Des maisons sont construites de manière anarchique. Il n'y a plus d'arbres, plus de mur sec pour retenir les eaux; au moment des averses, les remblais descendent et engloutissent des constructions qui se trouvent en bas. Ainsi, au cours des dernières années, un nombre indéterminé de maisons ont été détruites par les eaux.

La famille ACRA a fait élever une grande clôture sur ses terres limitrophes de Fillipeau et des quartiers proches tels que Cérésier et Desermithe; ce qui dévie les eaux de leur trajectoire naturel. Ces eaux détruisent les quartiers populaires.

«Lorsque la pluie tombe et que les eaux descendent, le quartier est inaccessible. Le soir quand il pleut, si on est dehors, on doit rester à la merci des diables», avance un participant.

Thiotte

Par sa proximité avec la République Dominicaine et sa position par rapport à l'extrême pointe Est du pays, la commune de Thiotte présente toutes les caractéristiques d'une zone vulnérable aux catastrophes culturelles. Jamais, il ne se passe une année sans qu'elle ne soit victime d'intempéries ou de cyclones provoquant de sérieuses inondations dont les conséquences sont incalculables sur la vie de la population. Perte en vies humaines et en têtes de bétail, maisons détruites, jardins emportés par les eaux en furie, délabrement des routes, accentuation de la pauvreté, tels sont les maux qui en découlent.

La population se souvient encore des inondations des 23 et 24 mai de l'année 2004 qui avaient ruiné ses derniers espoirs et changé complètement la physionomie de la zone. Plus d'un millier de morts ont été

Grâce aux stations de radio locales et aux techniques diffusées par la Direction de la Protection Civile (DPC), nous sommes en mesure de mieux prévenir la population et de la protéger de tout risque de dangers.

dénombrés de Thiotte à Mapou, de centaines de maisonnettes détruites et un nombre incalculable de jardins emportés réduisant l'économie de la zone à sa plus simple expression. Le pire est que ces intempéries qui s'échelonnaient dans le temps ont tendance à se produire à intervalles réguliers.

Les cyclones Jeanne et Noël ont eux aussi eu leurs effets dévastateurs sur la population. Pas une plantation de bananeraie n'avait survécu aux rafales de vents qui se sont abattues sur la zone. Des routes étaient coupées rendant la zone complètement isolée du reste du pays. Aujourd'hui encore, Il suffit d'une simple averse pour que toute la zone soit inondée. « *Autrefois*, dit Dieudonné Théodore, Maire de la commune, *nous étions à la merci de la couleur du temps pour savoir ce qui va se passer. Mais aujourd'hui grâce aux stations de radio locales et aux techniques diffusées par la Direction de la Protection Civile (DPC), nous sommes en mesure de mieux prévenir la population et de la protéger de tout risque de dangers. Car, une fois l'alerte déclenchée, nous la demandons de se mettre à l'abri et de se préparer en conséquence* »

42 ans après le cyclone Flora, soit en 2005, l'on constate un remplissage continu de l'Etang de Miragôane qui menace d'inonder des hectares de terre à la moindre averse.

Miragôane

Le focus group a réuni 22 personnes dont des élus locaux, des journalistes, des représentants d'Associations de pêcheurs et d'organisations travaillant dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement.

Il a permis d'évaluer le niveau de connaissances des leaders communautaires sur le changement climatique et ses effets éventuels sur l'Etang de Miragôane et sur les activités agricoles dans le département des Nippes. D'entrée de jeu, une brève présentation a été faite sur les gaz à effet de serre responsables en partie du changement climatique observé à l'échelle mondiale se référant aux études réalisées par des experts démontrant que la nature fait face à un certain déséquilibre et ceci depuis plusieurs années. A titre d'exemple, les hivers rigides et prolongés, les canicules insupportables et répétées, et les nombreux cas d'inondation à travers le monde. Cette intervention a permis d'éclairer la lanterne des participants qui ont été unanimes à reconnaître que certains phénomènes climatiques affectent effectivement Haïti.

Poussin Wisnick, président de l'Association des Pêcheurs de Deuxième Plaine (APDP) explique que les eaux de l'Etang ont atteint un niveau inquiétant suite au passage des cyclones Noël et Dean (fin 2007) qui avaient occasionné des pluies incessantes entraînant des cas d'inondation et d'éboulement notamment dans les périmètres de Trou Mouton et Trou Cabri.

Pour sa part, le président de l'Association pour l'Irrigation de Deuxième Plaine (AIDP) explique que les eaux de l'Etang de Miragôane avaient atteint ce niveau record lors du passage du cyclone Flora en 1963.

« 42 ans après le cyclone Flora, soit en 2005, l'on constate un remplissage continu de l'Etang de Miragôane

qui menace d'inonder des hectares de terre à la moindre averse », a notamment déclaré Fénix Vilcéron craignant la destruction du pont jeté sur l'Étang, ce qui isolerait Miragôane des autres villes des Nippes, Sud et Grand Anse.

D'autres participants expliquent la montée des eaux par le dépôt de milliers de tonnes d'alluvions dans le lit de l'étang en raison de la dégradation de l'environnement. De plus, les riverains qui s'acharnent sur les mornes à proximité de ce lac pour exploiter les pierres provoquent des éboulements. Madame Joanis Jeanne d'Arc, trésorière de l'AIDP confirme ces informations et explique que l'obstruction des couloirs souterrains pourrait être à l'origine de la montée de l'Étang de Miragôane.

Quelle compréhension du phénomène de changement climatique ?

Ce tour réalisé avec les personnes ayant participé au focus group, permet d'évaluer la compréhension du changement climatique des populations vulnérables. Les participants ont observé des changements opérés dans leur environnement mais sans pour autant les associer à ce phénomène de dérèglement climatique. Certains autres ne font même pas attention à ces changements.

Le peu de personnes disposant d'information le sont en raison de leur proximité avec la problématique compte tenu du fait qu'elles militent dans une association intervenant dans le domaine de l'environnement. D'autres arrivent au sujet par curiosité intellectuelle ou complètement par hasard, en surfant sur le net ou en zappant sur les radios.

Les habitants de Philipeau disent n'avoir jamais entendu parler de changement climatique

Les habitants de Philipeau disent n'avoir jamais entendu parler de changement climatique.

En revanche, un jeune de Mariani, reprenant les éléments d'information d'un quotidien haïtien définit rapidement le phénomène en insistant sur le jeu des extrêmes. En 1 an, dit-il, « on peut avoir la quantité de pluie qui correspondrait dans une situation normale à 5 ans, ce qui peut entraîner des inondations importantes dans un pays comme Haïti qui devient de plus en plus fragile avec l'accroissement des constructions anarchiques. »

« Depuis un certain temps, déclare quelqu'un de Thiotte, l'on constate des modifications au niveau du temps. Les saisons ne sont plus les mêmes. Le soleil est très chaud alors que l'on se sent froid. La sécheresse bat son plein à des périodes inhabituelles. Nous et nos animaux mourons de faim. Nos récoltes sont détruites. Il ne nous reste plus rien. Dans les périodes pluvieuses, par contre, les dégâts sont considérables. Nous enregistrons les mêmes pertes que dans les moments de sécheresse. Sous l'effet de ces changements, la sécheresse vaut autant que la pluie. Donc, l'on a le pressentiment que nous vivons la fin des temps tant que le climat est désordonné et fait peur aux habitants de la zone » affirment les membres des deux groupes rencontrés tout en reconnaissant ignorés les causes profondes de ces changements. *« Nous nous efforçons de*

nous accommoder tant bien que mal à cette situation difficile qui nous rend stressés » a déclaré Edmond BERNARD, un ex-candidat à la députation. Et à Sobner BERNARD de poursuivre : « Autrefois à pareille heure, il y avait abondance de récolte dans la région, maintenant c'est à la disette que nous faisons face »

Quant à Denise Desmarattes, elle ne va pas par quatre chemins en affirmant : « *Nou lage nou sou kont Bondye piske si ONG yo rankontre nou se pou pawòl anpil, Leta menm absan nèt nan zòn nan. Gen lè se pou Pòtoprens yo ye sèlman »*

Nou lage nou sou kont Bondye piske si ONG yo rankontre nou se pou pawòl anpil, Leta menm absan nèt nan zòn nan. Gen lè se pou Pòtoprens yo ye sèlman.

Il faut souligner par ailleurs que Gonaïves et Miragôane restent les zones où un nombre plus élevé de participants a été informé. Est-ce le drame qu'a occasionné Jeanne qui rendent les gonaïviens plus vigilants et plus curieux par rapport aux phénomènes de la nature ? Est-ce le poids économique que représente l'Etang de Miragôane qui explique cet intérêt des habitants de la zone pour la montée de l'eau de l'Etang ?

Que ces phénomènes observés dans la nature soient associés ou non au changement climatique par les populations vulnérables, leurs impacts à différents niveaux sont très significatifs.

Impacts du changement climatique sur les populations vulnérables

Selon les participants au focus group, les impacts du changement climatique sont déjà perceptibles en Haïti. Les inondations qu'a occasionné le cyclone Jeanne nous ont beaucoup appauvri, déclare une petite commerçante. « J'étais propriétaire avant Jeanne, j'avais un commerce. Mais depuis son passage, je suis au chômage. Je n'ai jamais pu réussir à rétablir mon fonds de commerce. Du coup, mes enfants ont arrêté d'aller à l'école »

Un cadre, animateur social décrit la baisse de la disponibilité et de la quantité d'eau potable aux Gonaïves. « Avant la catastrophe, le nombre habituel de distribution d'eau par mois (entre 8 et 10) était déjà insuffisant pour l'approvisionnement de l'ensemble de la population des Gonaïves. Mais le manque d'entretien et les caractéristiques mêmes du processus anarchique d'urbanisation ont engendré de multiples obstructions des conduits et enfouissement des tuyaux. Ceci a causé à son tour des interruptions dans le processus de distribution d'eau. Actuellement seulement environ 800 consommateurs sont des abonnés du système d'eau potable des Gonaïves, car des puits artésiens ont été forés partout dans la ville qui a une population de plus de 206 000 habitants. Donc, conclut-il, même si la majorité des maisons aux Gonaïves dispose de puits domestiques, leur utilisation à des fins de consommation représentait un risque sanitaire grave compte tenu du fait que ces puits ont été inondés et remplis de sédiments ».

Un enseignant énumère les dégâts subis par la voirie et le réseau de drainage : « l'obstruction des ouvrages de drainage de la ville -déjà très peu opérationnels ; le remblaiement du littoral ; les dégradations du revêtement

du littoral et de la chaussée aux intersections des rues en raison de la stagnation des eaux provoquée par le dysfonctionnement des ouvrages de traversée ; les dégradations des chaussées dans certaines rues adoquinées et le lessivage du remblai sous les dalles de transition du petit pont jeté sur le canal. »

Les inondations provoquent un mouvement de population. Les victimes racontent que depuis le passage du cyclone Jeanne, la population fuit la ville pour aller s'établir sur des collines situées au nord.

Les inondations à répétition et les longues périodes de sécheresse engendrent une baisse de la production agricole et entraînent ainsi un manque de nourriture. Tous les participants s'accordent à dire que les produits haïtiens sur le marché national se font de plus en plus rares et sont à un prix exorbitant. Autrefois explique une participante de Philipeau, « je faisais à manger tous les jours pour la famille. Maintenant, je ne peux le faire que de temps en temps, disons deux à trois fois par semaine, les autres jours, je m'arrange avec la marchande de « manje kwit ». Je n'ai aucun contrôle sur la qualité de cette nourriture, mais pour l'instant c'est ce que ma poche me permet d'acheter sinon, les enfants vont mourir de faim ».

Le changement climatique a ralenti les activités des pêcheurs de Marigot. « Je ne perds plus mon temps à lancer ma nasse dans la mer, car maintenant, les poissons ne viennent plus. Il nous faudrait des moyens beaucoup plus sophistiqués alors que nous ne disposons pas d'argent et d'aide. Nous sommes donc condamnés à émigrer à St Domingue ou essayer de trouver d'autres activités économiques qui nous permettraient de répondre à nos responsabilités familiales.

« Le changement climatique tel que je le comprends maintenant va modifier notre habitude alimentaire et notre mode de fonctionnement », dit un participant. « Je prends l'exemple de Seguin : maintenant avec ce froid insupportable, nous sommes obligés de nous couvrir pour nous protéger du froid. Nous disposons de moyens artisanaux pour chauffer les maisons, mais si ça continue, ceux d'entre nous qui habitent au sommet de la montagne vont mourir de froid ». « Moi, s'exclame un autre, je ne mange plus autant de poisson comme j'en mangeais quand j'étais gosse. Ça devient rare et je dirais même que c'est un luxe maintenant que de manger du poisson. »

Les participants au focus group de Miragôane évoquent aussi la dynamique de l'activité de la pêche « Jusqu'à la fin des années 90, chaque pêcheur pouvait livrer plus de 4 mille livres de poissons par jour. De 1990 à 2005, les pêcheurs ont vu leur gain diminué considérablement pour atteindre un niveau insignifiant en 2008, soit moins de 2 livres par pêcheur par jour », a affirmé Poussin Wisnick expliquant cette baisse par des phénomènes naturels affectant l'Etang de Miragôane. Selon le président de l'Association des Pêcheurs

« Je ne perds plus mon temps à lancer ma nasse dans la mer, car maintenant, les poissons ne viennent plus. Il nous faudrait des moyens beaucoup plus sophistiqués alors que nous ne disposons pas d'argent et d'aide. Nous sommes donc condamnés à émigrer à St Domingue ou essayer de trouver d'autres activités économiques qui nous permettraient de répondre à nos responsabilités familiales. »

de Deuxième Plaine, le problème s'est aggravé suite au déversement dans les eaux de l'étang de résidus pétroliers par les moteurs qui desservent le système d'irrigation de Deuxième Plaine.

« L'étang est encore riche en poissons mais en raison d'un manque d'équipements et de moyens techniques, nous sommes incapables de l'exploiter à fond », a-t-il encore déclaré indiquant que cette situation a de graves conséquences sur leur condition de vie.

Ils soulignent également la baisse constante de la production agricole.

La quantité de maïs récoltée annuellement (pour ne citer que cette denrée) est en baisse constante, affirment des participants au focus group faisant remarquer que ces dernières années la production de biens alimentaires dans les Nippes a diminué considérablement.

« Jusque vers les années 90, avec une superficie de ½ ha de terre on pouvait, avec l'aide d'une âne munie d'une sacoche à double compartiment, effectuer trois chargements remplis de grains de maïs. Aujourd'hui, on ne peut pas miser sur la terre pour survivre. » se plaignent des participants qui ne savent plus à quel point se vouer.

Les initiatives individuelles et collectives

Il ne fait point de doute qu'à chaque situation de catastrophes naturelles, de l'aide massive est injectée dans la communauté une à deux semaines plus tard. Dépendamment de leurs priorités, certaines institutions publiques et privées en profitent pour distribuer aux victimes de la nourriture, des vêtements, des semences, des intrants et des outils. D'autres, par contre, interviennent dans la réparation des routes, la conservation des sols, la construction et les travaux à haute intensité de main d'œuvre en dehors de toutes normes de régulation. Dans la majorité des cas, ces interventions se font avec ou sans l'aval de la population et même des autorités étatiques à qui devait incomber le rôle de l'organisation et de la coordination de l'aide aux victimes. Cette situation donne souvent lieu à des compétitions entre les opérateurs qui veulent à tout prix s'assurer d'une visibilité. Ils interviennent sans aucune planification et se dupliquent. Ce qui fait que la distribution s'effectue dans un climat de désordre généralisé ou le plus souvent les vraies victimes ne sont pas forcément les bénéficiaires. « *Yo sèlman chwazi moun pa yo pou yo fè zafè yo kote yo vle epi bay mou yo vle. Se pa anyen k ap regle sinon lajan k ap kraze* », a déclaré Jérôme Querette, un ex-maire de la commune de Thiotte. Plus loin, a renchéri Denise Desmarattes, la présidente du mouvement des femmes de la zone : « *An Ayiti, nou pa gen leta. Se tout koukouy klere pou je w. Se lòt m m ap tann pou m ale Sendomeng anvan mwen mouri paske bagay yo gen lòt pi bon lòt bò a.* ». Il est clair que dans ce contexte caractérisé par la concurrence aveugle et déloyale entre les opérateurs, rien n'a pu être fait au niveau de la population pour prévenir d'autres catastrophes naturelles puisque l'aide reçue, loin de contribuer à une prise de conscience effective au niveau des victimes, ne fait qu'accentuer la division dans les familles, la polarisation de l'aide reçue et l'enrichissement illicite.

C'est peut-être l'une des raisons qui explique que la plupart des participants et participantes considèrent être

An Ayiti, nou pa gen leta. Se tout koukouy klere pou je w. Se lòt m m ap tann pou m ale Sendomeng anvan mwen mouri paske bagay yo gen lòt pi bon lòt bò a..

des « laissés pour compte ». Que ce soit avant, pendant ou après une catastrophe naturelle, c'est toujours leur esprit de solidarité et leur sens de citoyenneté qui prévalent. « En décembre dernier quand on a annoncé le cyclone Noël, déclare un participant de Gonaïves, j'ai appelé plusieurs personnes pour les prévenir, nous avons veillé ensemble ». Quand il pleut dit un autre participant, nous sommes sous la pluie avec le peu d'instruments et de matériels dont nous disposons pour libérer les canaux des déchets en vue d'éviter l'inondation de la ville ».

Un participant de Mariani raconte : « alors que quand il pleut tout le monde rentre chez soi, nous à Mariani, nous restons sous la pluie pour frayer un chemin à l'eau qui s'accumule, afin d'éviter qu'elle fasse trop de dégâts ».

« Il y a quelque mois de cela, quelques personnes voulaient envahir des propriétés là-haut pour en faire une cité, voyant le danger que cela représentait pour nous vivant à Philippeau, nous avons fait des démarches auprès de la mairie pour les alerter en vue de les forcer à prendre leurs responsabilités », déclare un participant. « Nous faisons aussi du porte à porte pour sensibiliser les populations à risque, nous organisons leur déplacement pour les protéger des dangers d'éboulement ou d'inondations. Nous avons par ailleurs dans le cadre de notre campagne de sensibilisation sur les problèmes environnementaux, organisé des sorties dans les zones sévèrement touchées par les catastrophes naturelles », ajoute-t-il.

La plupart des participants ne reconnaissent que l'apport des journalistes dans la lutte pour la protection de l'environnement. Ils ignorent les interventions des décideurs au moment des catastrophes même si l'on peut observer qu'un effort est toujours déployé par le bureau de la protection civile du Ministère de l'Intérieur afin de faire passer dans les radios des consignes à la population. Cette sous-estimation du niveau d'efforts des décideurs s'explique sans doute par le fait que la population s'attend à des interventions beaucoup plus concrètes et plus durables.

La plupart des participants ne reconnaissent que l'apport des journalistes dans la lutte pour la protection de l'environnement

En ce qui concerne le changement climatique, alors que le directeur départemental de l'Artibonite du Ministère de l'Environnement nous informe de la tenue d'une émission sur les ondes ainsi qu'un spot traitant de cette problématique, deux participants seulement disent les avoir entendus. Les ONGs intervenant dans la gestion des risques et désastres n'échappent pas non plus aux critiques des participants qui soulignent qu'en général l'aide n'arrive pas aux sinistrés.

De quelque manière qu'on l'envisage, les décideurs et les responsables des ONGs doivent redoubler d'efforts pour impliquer davantage les populations dans la gestion de leur environnement.

Recommandation

Tous les participants au focus group s'accordent à reconnaître que la déforestation fait augmenter les risques d'érosion, d'inondation et de glissement de terrain en exposant le sol aux fortes intensités des pluies tout en réduisant sa capacité d'absorption d'eau. C'est dans ce sens, qu'ils recommandent une campagne nationale de reboisement de toutes les montagnes qui surplombent les villes du pays notamment le morne Biennac aux Gonaïves et le morne l'Hôpital sur Port-au-Prince.

Les participants vont plus loin dans leur proposition en voulant exhorter les dirigeants à prendre des mesures incitatives visant à accompagner et à appuyer financièrement les propriétaires des terres montagneuses dans la mise en œuvre des programmes d'agroforesterie.

Cette proposition est d'autant plus intéressante qu'elle contribuera non seulement à améliorer la productivité des parcelles agricoles des paysans mais aussi à augmenter la couverture végétale dans les différentes zones et à protéger les rivières. A priori, il ne s'agit pas d'un ouvrage fastidieux, dans la mesure où, de plus en plus, les propriétaires de ces terrains presque nus sont sensibilisés à l'idée de planter des arbres sur leurs terres et créer des bosquets ou des forêts paysannes.

Etant conscients des problèmes de dégradation de l'environnement et le bénéfice d'un tel programme, les paysans s'assureront de la croissance de leurs arbres et de leur protection en trouvant une alternative à l'élevage libre, par exemple, qui constitue un handicap à tout programme de reboisement. Naturellement, soulignent les participants, un programme de cet ordre requerra l'implication de différents secteurs, notamment les élus locaux, à qui il incombe le rôle d'agent de développement entre autres.

Ils proposent en outre que les mairies soient moins laxistes dans la délivrance des permis de construction. Un plan d'urbanisation et une étude de sol devront être établis par exemple avant toute autorisation de construction.

Concernant les maisonnettes se trouvant dans le lit des rivières ou en flanc de montagnes, ils proposent que les décideurs procèdent aux déplacements de ces populations, ce qui nécessite un vaste programme de logements sociaux. Parallèlement, des mesures préventives doivent être prises en vue d'améliorer les constructions moins risquées, d'en empêcher de nouvelles et de faire de l'industrie de la construction une des priorités de l'État haïtien avec la possibilité d'encadrer tout citoyen voulant emprunter cette voie, principalement en lui octroyant des crédits à des taux préférentiels.

Les participants constatent à juste raison un gaspillage de l'eau, particulièrement l'eau de pluie, compte tenu du fait que la pluviométrie annuelle moyenne est de 1500 mm. En effet seulement 12% s'infiltré dans la terre pour alimenter les nappes souterraines; les autres 88% sont perdus sous formes de ruissellement (31%) et

d'évaporation (57). Il en résulte que moins de 10,5% des ressources en eau sont utilisés, alors que les besoins représentent 17% des ressources disponibles. Ils recommandent de prendre des mesures d'urgence pour exploiter ces ressources de manière rationnelle et équitable sur le territoire d'autant plus que l'une des conséquences de l'augmentation du niveau de la mer (24,4 cm en 2060) est l'intrusion marine, ce qui provoquerait la salinisation d'une partie de la nappe phréatique réduisant ainsi le potentiel en eau souterraine exploitable.

Concrètement, face aux dangers que représentent les changements climatiques et les conséquences désastreuses qui peuvent en résulter, les recommandations des groupes rencontrés peuvent être résumées en ces termes moyennant que les autorités étatiques, les ONG et la société civile en tiennent compte :

1. Définir un plan global visant à réduire les risques de vulnérabilité de la population par rapport aux catastrophes naturelles ;
2. Définir un plan d'urbanisme et une politique d'aménagement du territoire en vue d'une exploitation plus rationnelle du territoire et s'assurer de sa mise en œuvre.
3. Etablir une unité de coordination multisectorielle impliquant tant les entités de l'Etat que les organisations de la société civile au niveau du pays et dans chaque commune qui se chargera de la mise en œuvre du plan, de son suivi et de son réajustement périodiquement ;
4. Intervenir en amont en réhabilitant les mornes et bassins versants et en aval en curant les ravines et exécuter des travaux de drainage au début de la saison pluvieuse.
5. Elaborer une politique cohérente de protection de l'environnement
6. Impliquer les élus locaux dans la lutte pour la protection de l'environnement
7. Encadrer les paysans en mettant à leur disposition des outils et moyens nécessaires devant leur permettre d'augmenter la production agricole dans les différentes régions, ce qui peut contribuer à l'amélioration de leur situation économique et de freiner la coupe des arbres notamment au niveau des bassins versants.
8. Insister davantage sur la formation, la sensibilisation de la population et la vulgarisation de l'information sur la problématique du changement climatique notamment dans tous les postes de rassemblement (école, église, match de foot-ball, réunions communautaires, spectacles, marché public, etc...) en vue de la protéger de ses impacts à tous les niveaux.
9. Lancer des campagnes de sensibilisation spécifique sur différents sujets liés au reboisement et à l'inondation notamment sur la pratique d'élevage libre et le déversement de déchets dans les ravines et les canaux
10. Prendre des initiatives visant à changer le comportement de la population eu égard à la gestion de l'eau et la protection de la ressource contre la contamination en mettant l'emphase sur les eaux souterraines en raison de la fragilité de cette ressource

11. Doter toutes les communes d'un plan de contingences leur permettant d'apporter des réponses rapides en cas d'urgence ;
12. Créer une synergie entre les différents opérateurs qui interviennent dans une région donnée en cas d'urgence.
13. Revisiter les types d'habitat notamment aux Gonaïves et à Seguin dans le Sud Est et s'assurer de son homogénéité en vue de réduire les dangers ou menaces écologiques liés à la mauvaise utilisation des espaces.
14. Appliquer les lois existantes notamment le décret cadre du 12 octobre 2005 sur la gestion de l'environnement.

Plus spécifiquement pour Miragôane, les participants recommandent de :

Effectuer une étude approfondie sur la montée de l'Etang de Miragôane.

Développer un mécanisme permettant d'exploiter au maximum les eaux pour l'irrigation des terres ravagées par la sécheresse, ce qui peut diminuer le niveau de l'étang.

Encadrer les pêcheurs en mettant à leur disposition des équipements modernes qui leur permettent d'exploiter au maximum l'étang (lors du focus group, des pêcheurs ont affirmé que les poissons de plus de 10 cm de long s'éloignent de plus en plus des zones peu profondes de l'étang).

Valoriser l'Etang de Miragôane qui représente l'un des patrimoines de l'industrie touristique du pays.

Dépêcher une mission du Ministère des TPTC pour évaluer le pont jeté sur l'Etang de Miragôane dont les eaux menacent d'inonder complètement la route qui relie les Nippes aux autres départements.

Conclusion

Cette étude révèle que la population haïtienne est sous-informée au sujet de la problématique du changement climatique et de ses impacts. De plus, elle a de la misère à expliquer de manière précise les bouleversements climatiques qu'elle observe. Les témoignages sont présentés de façon apocalyptique ou mystérieuse, ce qui diminue la capacité de la population à contrecarrer les méfaits de ce phénomène. Considérant l'impact énorme des événements liés au climat sur la société, il est urgentissime d'en informer les Haïtiens et de prendre des dispositions en vue d'éviter les catastrophes qui seraient dus à la dégradation de notre environnement constituant un facteur aggravant pour les impacts des bouleversements climatiques.

Comment réhabiliter les montagnes qui ont été exploitées de manière abusive ? Déplacement de population vivant dans les flans des mornes qui surplombent les villes ainsi que celle qui vit dans les lits des rivières ? Comment ? Construction de logements sociaux, création d'emploi, décentralisation et mise œuvre d'un plan d'aménagement du territoire. Comment la société haïtienne s'adaptera-t-elle aux nouvelles conditions de vie que lui imposeront les événements liés au climat, notamment en ce qui concerne le type d'habitat, d'alimentation et d'habillement ?

Qu'est ce qui peut être fait à court terme pour que les périodes d'inondation et de sécheresse ne représentent plus des facteurs aggravants l'appauvrissement des familles haïtiennes ?

Quel accompagnement peut-on envisager pour les pêcheurs face à la migration massive des poissons prévue dans le cadre des modalités de changement du temps ?

La croissance accélérée de la population haïtienne exerce une forte pression sur le territoire, ce qui augmente les risques et entraînera ainsi des préjudices humains et matériels importants. Comment éviter les dégâts structureaux importants et les pertes considérables en vies humaines en cas d'éventuels séismes ? Mise en place d'une politique de natalité ? Encouragement de la contraception ou encouragement de la planification familiale ?

Les conditions du changement climatique entraîneront une diminution de 10% de l'eau potable considérée faisant partie intégrale des droits sociaux. Comment faire pour que les haïtiens puissent jouir de ces droits ?

La famille des Instituts Panos

Stichting Panos Network

C/o Panos India

D-302, Defence Colony
New Delhi 110024, INDIA
www.panos.org

Panos Canada

Liu Institute Building
6476 NW Marine Drive
Vancouver, BC, CANADA V6T 1Z2
www.panoscanada.ca

Panos Caribbean

51, Route du Canapé Vert
BP 1595
HT 6110 Port-au-Prince, HAITI
www.panoscaribbean.org
(Bureau en Jamaïque et Etats Unis)

Panos Eastern Africa

Plot 29, Lumumba Avenue
PO Box 34033
Nakasero, Kampala, UGANDA
www.panoseasternafrika.org.ug
(Bureau en Ethiopie et Soudan)

Panos London

9 White Lion Street
London N1 9PD, U.K.
www.panos.org.uk

Panos Paris

10, rue du Mail
F-75002 Paris, FRANCE
www.panosparis.org
(Bureaux en Dem. Rep. Congo and
Burundi)

Panos South Asia

GPO Box 13651
Patan Dhoka, Kathmandu, NEPAL
www.panossouthasia.org
(Bureau en Bangladesh, India,
Pakistan et Sri Lanka)

Panos Southern Africa

PO Box 39163
9028 Buluwe Road
Woodlands, Lusaka, ZAMBIA
www.panos.org.zm
(Bureaux en Afrique du Sud)

Panos West Africa

6, rue Calmette
BP 21 1132, Dakar Ponty
Dakar, SENEGAL
www.panos-ao.org
(Bureau au Mali)